

Faits saillants

- ✓ Missions inter-agences d'évaluation rapide des besoins humanitaires à l'Ouest, au Centre, Centre-ouest et à l'Est du pays.
- ✓ Perturbation des circuits d'approvisionnement et hausse généralisée des prix des denrées alimentaires.
- ✓ Stocks alimentaires limités des ménages affectés malgré une récolte jugée globalement moyenne à bonne.
- ✓ Opérations de distributions de rations alimentaires aux déplacés et familles hôtes à l'Ouest et au Centre.
- ✓ Soumission de fiches-projet CERF 2011 pour la couverture des besoins immédiats en alimentation et soutien agricole dans les localités affectées.

1. Revue de la situation de sécurité alimentaire

Les mouvements de populations enregistrées ont concernées les zones de l'Ouest et du Centre, des foyers localisés de familles d'accueil étant aussi signalés au nord-ouest du pays structurellement touchés par l'insécurité alimentaire depuis 2002. La crise a forcé une population de plus de 165 000 personnes à fuir leur domicile (+/- 100 000 déplacés et 65 000 réfugiés), les exposant à des risques accrus d'insécurité alimentaire et de malnutrition. A l'ouest, les IDPs ont vendus à très bas prix leurs productions vivrières (semences incluses) et de rente (cacao) avant de se déplacer. Les affrontements localisés et les pesanteurs économiques du pays avec les corolaires de déstabilisation des circuits traditionnelles d'approvisionnement, les grèves des transports, la diminution importante des trafics routiers, la résurgence des tracasseries routières et du racket, ont provoqué une flambée générale des prix des biens de première nécessité dont les denrées alimentaires. La problématique de l'accès déjà marquée en 2010 par une hausse (+18% par rapport à la moyenne des cinq dernières années 2005-2009) à implication plus structurelle (avec un système commercial fortement informel), est accentuée par une volatilité généralisée des prix. L'analyse des prix sur les marchés à Abidjan (PAM/OCPV) depuis novembre 2010 indique des hausses moyennes mensuelles pour les trois derniers mois de l'ordre 10 % pour le riz importé de grande consommation, de 8 % pour l'huile raffinée et de 13 % pour les tomates. A Korhogo (Nord), les produits et denrées alimentaires ont présenté une hausse des prix à la consommation en moyenne de 14 à 15% entre novembre et décembre 2010 (Action Contre la Faim). Des pénuries ponctuelles causées par les difficultés de ravitaillement des marchés (même pour des produits locaux) sont signalées dans les localités où règne un climat d'insécurité.

Les principaux moyens de subsistance des ménages et les potentielles sources de revenus ont été perturbés dans une période stratégique (novembre 2010 à février 2011) et déterminante pour garantir la stabilité des piliers fondamentaux de la sécurité alimentaire. Pour les ménages agricoles, la pauvreté grandissante incite à vendre à bas prix les productions de rente (baisse moyenne de 10 à 14% du prix d'achat du kg de cacao). La couverture des besoins essentiels est fortement limitée par les faibles revenus. Selon les résultats des évaluations rapides, le régime alimentaire est moins diversifié, particulièrement pour les familles hôtes et les ménages affectés qui consomment en moyenne 2 repas quotidiens pour une période estimée à 2 mois maximum (mois d'un mois pour les IDPs et ménages hôtes). Partant des faibles à moyennes disponibilités des ménages agricoles, la précocité et l'allongement de la période de soudure risquent d'augmenter les taux de malnutrition et d'insécurité alimentaire dans ces zones.

La relance des productions vivrières pour la grande saison pluvieuse 2011 est fortement menacée par les problèmes d'accès aux semences et aux intrants agricoles (pic de +38% pour le NPK et +50% pour l'Urée), le déficit d'encadrement et la disponibilité limitée de la main-d'œuvre en majorité étrangère.

La vulnérabilité des ménages est aggravée par ces différents chocs dans un contexte de sécurité alimentaire fragile aux regards des enquêtes réalisées (10,1% d'insécurité alimentaire modérée et 2,5% sévère en 2009 - EASA) surtout au nord et l'ouest du pays (IPC 2010).

2. Activités/ Interventions

Depuis l'activation du Cluster en Janvier 2011 par le Coordonnateur Humanitaire, quatre (4) rencontres ordinaires ont été organisées avec tous les partenaires pour analyser les impacts de la crise post-électorale sur la sécurité alimentaire et planifier les réponses appropriées. Les actions de lancement des activités du Cluster ont essentiellement consisté à la conception et à la validation des termes de référence.

Au delà, le Cluster a participé à :

- La finalisation de la méthodologie de collecte de données en situation d'évaluation rapide et à la conduite des missions inter-agences de l'ouest du 6 au 8 février 2011, du centre, du Centre-ouest et de l'Est du 14 au 17 février 2011 (*voir revue de la situation de sécurité alimentaire ci-haut*).
- La coordination et au partage des informations en provenance du terrain, particulièrement pour les interventions des parties prenantes ;
- Des enquêtes rapides sur les prix des denrées alimentaires, menées par le PAM à Abidjan et ACF au Nord (Korhogo), Ouest (Man) et Centre (Bouaké).
- L'élaboration de la Note d'information sur l'impact de la crise post-électorale par la coordination de l'analyse situationnelle en sécurité alimentaire et à la définition des besoins et des actions d'urgence. Cette note servira d'outil de plaidoyer au Coordonnateur humanitaire pour justifier la mobilisation des fonds conséquents afin de couvrir les gaps humanitaires.
- La coordination et la validation en interne des propositions de fiches CERF 2011. Avec l'appui des partenaires de mise œuvre membres du Cluster, les budgets soumis par la FAO et le PAM se chiffrent respectivement à 951,906 \$ US (8 700 ménages) et 5,97,481 \$ US (100 000 bénéficiaires). Cette fenêtre budgétaire permettra de couvrir les gaps immédiats (3 mois), représentant une partie des besoins planifiés dans l'EHAP+4. Les assistances prévues, en complémentarité avec des programmes financés par les agences et ONGs partenaires, concernent d'une part l'appui à la saison agricole 2011 (en mars/avril à l'Ouest/Centre et mai/juin au nord) à travers la fourniture de semences céréalières et maraîchères, et d'autre part la distribution de rations alimentaires de 2 100 kilocalories/personne/jour pour les IDPs et une ration de 1050 kilocalories pour les familles d'accueil, composé essentiellement de céréales, légumineuses, mélange maïs-soja, d'huile végétale, de sel iodé, de biscuits à haute teneur énergétique. Les cibles sont les déplacés, les familles hôtes et les autres ménages vulnérables à l'Ouest, au Centre (Tiébissou), au Centre-ouest (Sinfra, Daloa), au Nord (Bafing, Denguélé, Zanzan, etc.).
- L'ensemble des interventions agricoles en cours et prévues à court terme par les partenaires humanitaires (FAO pour 12 700 ménages, CICR pour 5 000 bénéficiaires, ACF, Caritas) est coordonné au sein du Cluster pour une bonne répartition spatiale de l'impact des actions. La mise à disposition encadrée des kits agricoles de la FAO sera accompagnée par des rations alimentaires du PAM pour la protection des semences.

Le bilan à ce jour de la réponse humanitaire apportée par les acteurs du Cluster est indiqué ci-dessous.

PAM :

CICR :

Caritas :

3. Gaps/Besoins supplémentaires

- Les aides alimentaires pour les IDPs identifiés à l'ouest et au centre, sont actuellement limitées surtout par rapport à la durée de la crise ;
- Plus de 23 000 ménages et 200 000 personnes (suivant les hypothèses de planification) restent à être assister pour respectivement les opérations agricoles et les distributions alimentaires ;
- Une mission d'évaluation rapide des besoins est nécessaire pour les zones nord du pays, les quartiers affectés d'Abidjan et au-delà une enquête ciblée de la sécurité alimentaire (FSMS).

4. Principales recommandations

- Appuyer à tous les niveaux de décision les plaidoyers pour le financement des appuis agricoles et en alimentation afin d'assurer la couverture de tous les besoins d'urgence ;
- Insister sur la nature de la crise globale en Côte d'Ivoire, incluant (au-delà de l'ouest, du centre et du Centre-ouest) l'ensemble des ménages vulnérables dans les localités où les piliers de la sécurité alimentaires sont déstabilisés ;
- Soutenir les revenus financiers des producteurs céréalières des zones à bonne disponibilité en favorisant les achats locaux des semences et aliments à distribuer dans le cadre des programmes d'assistance ;
- Poursuivre la complémentarité des actions en sécurité alimentaire avec les programmes d'urgence en nutrition compte tenu des liens étroits des deux domaines.

Contacts des Clusters lead pour informations complémentaires :

Luc GENOT, Coordonnateur de l'Unité de Coordination des Opérations d'Urgence et de Réhabilitation – FAO Côte d'Ivoire,
Luc.Genot@fao.org / Téléphone : (+225) 22 40 59 20

Ellen Kramer, Chef des Programmes – PAM Côte d'Ivoire, Ellen.Kramer@wfp.org / Téléphone : (+225) 22 52 63 36

